

« LA STIGMATISATION DES FONCTIONNAIRES EST INSUPPORTABLE »

Publié le 27/03/2019 à 18:12

Le secrétaire général de la CFDT est ce jeudi à Toulouse, dans le cadre de ses rencontres hebdomadaires de terrain avec les salariés et les militants du premier syndicat de France. Dans un entretien à « La Dépêche du Midi », il explique pourquoi la CFDT reste opposée au projet de loi de transformation de la fonction publique. Il rappelle aussi que toute tentative du gouvernement de repousser l'âge de départ à la retraite constituerait un casus belli, et dit ses attentes sur les conclusions du Grand débat.



Vous êtes ce jeudi à Toulouse. Quel est le sens de votre déplacement ?

Je ne conçois pas la responsabilité syndicale sans que toutes les semaines, je n'aille pas à la rencontre des militants ou des salariés. C'est dans ce cadre que je serai ce jeudi matin sur le site d'Orange à Blagnac qui emploie 1 100 personnes, et l'après-midi à l'Ehpad de Grenade-sur-Garonne où travaillent 198 agents. L'idée, c'est d'aller sonder les salariés et nos militants au plus près des réalités de travail.

Le Conseil des ministres a examiné ce mercredi le projet de loi de transformation de la fonction publique. Pourquoi les syndicats sont-ils vent debout contre ce texte ?

Il faut savoir que depuis un an, nous avons pesé sur les premières annonces du gouvernement et sur le contenu du texte pour éviter la généralisation du contrat, un plan de départs volontaires, ou la modification de l'article 3 du statut de la fonction publique qui garantit que des emplois permanents sont occupés par des fonctionnaires. Pour autant, le texte n'est toujours pas acceptable pour la CFDT parce qu'il prévoit un élargissement du recours aux contractuels, la mise en œuvre d'un contrat de mission d'une durée de six ans non renouvelable qui institutionnalise la précarité, ou encore la fusion des instances, comité technique et CHSCT. C'est pour toutes ces raisons que ce mercredi, les militants CFDT de toutes les fonctions publiques étaient en mouvement.

Un rapport sur la durée du temps de travail dans la fonction publique a été diffusé ce mardi. L'exécutif cherche-t-il à opposer fonctionnaires et salariés du privé ?

Il est évident qu'une forme de stigmatisation des agents publics est à l'œuvre. À la diffusion de ce rapport, je réponds par cette question : et si on parlait des agents de la fonction publique hospitalière pour lesquels les 35 heures ne sont qu'un vague souvenir alors que le travail s'intensifie, que les moyens sont insuffisants et qu'ils conservent, malgré tout, une admirable conscience professionnelle ? Les agents publics, c'est notre richesse collective. La CFDT ne dit pas qu'il ne faut pas faire évoluer la fonction publique pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui, mais sûrement pas en faisant peser une forme de suspicion et de mépris sur les fonctionnaires. C'est insupportable !

"Dès l'instant où, s'agissant de la réforme de la fonction publique et de la suppression de postes de fonctionnaires, les missions, la définition des objectifs ne constituent pas le point de départ de la réflexion, c'est la logique budgétaire de rabot qui risque d'être à l'œuvre"

L'objectif de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires d'ici 2022 se traduira-t-il forcément par une dégradation de la qualité de notre service public ?

Dès l'instant où les missions, la définition des objectifs ne constituent pas le point de départ de la réflexion, c'est la logique budgétaire de rabot qui risque d'être à l'œuvre. Une logique aveugle puisqu'on ignore quels services seront touchés et quelles seront les conséquences sur ceux qui restent en emploi ou sur la qualité du service rendu au public. La CFDT n'est pas dans le statu quo mais de grâce, prenons le temps de regarder, mission par mission, ce qui doit évoluer. Examinons, pourquoi pas, les hypothèses de transfert d'emplois d'un secteur vers un autre, la CFDT n'a pas de tabou là-dessus.

"Depuis longtemps, je mets en garde tous ceux qui croient le syndicalisme éternel. S'il ne se rénove pas, s'il ne se réinvente pas, le syndicalisme se met en danger"

Le mouvement des Gilets jaunes qui entre dans sa vingtième semaine de mobilisation s'est organisé en marge des syndicats. Les corps intermédiaires sont-ils victimes d'une forme de « démagisme » ?

Depuis longtemps, je mets en garde tous ceux qui croient le syndicalisme éternel. S'il ne se rénove pas, s'il ne se réinvente pas, le syndicalisme se met en danger. Mais n'y a pas de menace mortelle dans l'immédiat, car de mon point de vue, le mouvement des Gilets jaunes ne s'est pas construit dans le rejet des corps intermédiaires, mais il est apparu et a prospéré à cause de l'affaiblissement des corps intermédiaires. En septembre dernier, nous disions que les inégalités et la question écologique étaient deux bombes à retardement. Mais nos avertissements n'ont pas été entendus s'agissant de l'urgence à réduire les inégalités sociales, mais également à expliquer les enjeux environnementaux. Il fallait associer les Français à la politique écologique, qu'ils en soient les acteurs plutôt que de s'en sentir les victimes, à travers la taxe carbone et son impact sur le prix du carburant. Or depuis 18 mois, le nouvel exécutif gouverne verticalement, renvoie les corps intermédiaires à l'accessoire de la vie démocratique. Et c'est ainsi que la crise des Gilets jaunes est survenue...

Arnaud Montebourg, pourtant de gauche, considère que « les Gilets jaunes ont obtenu en un mois plus que la CGT, la CFDT et FO réunies en 20 ans de manifestations ». A-t-il raison ?

Je rappelle qu'Arnaud Montebourg a été en responsabilités dans un précédent gouvernement. Si les promesses de progrès social n'ont pas été tenues, c'est d'abord la faute à ceux qui gouvernent. Mais cette affirmation est fautive. Tous les jours dans les entreprises, les syndicats font la démonstration de leur utilité sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires. C'est évidemment plus diffus que les mesures prises en urgence en décembre dernier, mais c'est un élément essentiel du progrès social.

"Si le gouvernement redonne du pouvoir d'agir aux citoyens, aux associations et aux corps intermédiaires, alors nous pourrions envisager une sortie de crise par le haut, vers une société plus apaisée et plus juste. Le gouvernement doit comprendre qu'il n'aura pas les réponses tout seul"

Le Grand débat s'achève. A-t-il été utile et qu'attendez-vous des conclusions qui seront présentées à la fin du mois ?

Ce débat a été utile à partir du moment où des citoyens ont pu s'exprimer, il a répondu à des aspirations fortes, un besoin de dire des choses sur le pays tel qu'il est et surtout tel qu'il devrait être. Au résultat, nous allons constater que les Français expriment des attentes contradictoires : moins d'impôts et plus de services publics, la transition écologique sans changer les habitudes de déplacements des uns et des autres. Ce que j'attends maintenant, c'est qu'un cap soit fixé pour un autre modèle de développement qui prend en compte la nécessaire transition écologique et renforce la justice sociale. Il faudra des mesures en termes de fiscalité, d'aides aux transports, au logement, mais il faudra aussi que le gouvernement nous dise quels grands chantiers il entend mener – et avec qui – pour répondre aux enjeux environnementaux et sociaux. Si l'exécutif gère l'après grand débat comme il gouverne depuis 18 mois, c'est-à-dire verticalement, ce sera un échec. En revanche, s'il redonne du pouvoir d'agir aux citoyens, aux associations et aux corps intermédiaires, alors nous pourrions envisager une sortie de crise par le haut, vers une société plus apaisée et plus juste. Le gouvernement doit comprendre qu'il n'aura pas les réponses tout seul.

"Si, pour financer la dépendance, le gouvernement décidait de reporter l'âge légal de la retraite, notre participation à la concertation cesserait immédiatement. Et nous entrerais dans une phase de conflictualité"

Agnès Buzyn puis Benjamin Griveaux ont évoqué, à titre personnel, un éventuel recul de l'âge de départ à la retraite. Que faut-il penser de ces déclarations ?

La CFDT est engagée loyalement dans la concertation sur la réforme systémique des régimes de retraites. Le 10 octobre dernier, Mme Buzyn affirmait qu'on ne toucherait pas à l'âge de départ à la retraite. C'est dans ce cadre-là que nous continuons de discuter. Il est bien évident que si, pour financer la dépendance ou pour tout autre prétexte, le gouvernement décidait de reporter l'âge légal de la retraite, notre participation à la concertation s'interromprait immédiatement et on entrerait alors dans une phase de conflictualité. Un rapport sur la dépendance doit être présenté cette semaine. Je refuse de penser qu'il sera question de la financer par un recul de l'âge de départ à la retraite.

Croissance en hausse, déficit public en baisse : ces bonnes nouvelles économiques valident-elles la politique de l'exécutif ?

En soi, c'est une bonne nouvelle. La CFDT ne se réjouira jamais de voir le chômage augmenter et la situation économique se dégrader. S'il faut attribuer ces bons résultats au gouvernement parce qu'il a agi pour les obtenir, eh bien tant mieux. Profitons de cette amélioration de nos résultats économiques pour investir dans l'avenir et dans des politiques écologiques et sociales.

Patron du premier syndicat de France, êtes-vous le premier opposant d'Emmanuel Macron ?

Bien sûr que non, je suis syndicaliste, pas opposant. Je ne suis ni pro ni anti-Macron, comme je n'ai jamais été pro ou anti-Hollande ou pro ou anti-Sarkozy. La CFDT tient avant tout à son indépendance, mais rien ne la fait taire lorsqu'elle a à exprimer son accord ou son désaccord. Ceux qui, devant le vide de l'offre pensent que nous avons un rôle politique à jouer se trompent. Nous sommes et resterons un syndicat de transformation sociale.

Croyez-vous Ismaël Emelien lorsqu'il affirme que si les résultats promis ne sont pas au rendez-vous, Emmanuel Macron renoncera à se présenter en 2022 ?

Comme les Français sans doute, je m'en moque. On est en 2019, et la question qui doit nous occuper c'est, comment on résout les problèmes de 2019 et on s'inscrit dans le moyen et long terme pour relever les défis environnementaux et sociaux qui sont devant nous. Tout le reste n'est que littérature politicienne...

Propos recueillis par Lionel Laparade